

Nouvelles locales du lundi 23 décembre 2013

@rib News, 23/12/2013 | Justice - Le président de l'ADC-Ikibiri trouve que ce n'est pas la justice qui incarne le vice-président du parti Sahwanya Frodebu, mais le pouvoir politique en place. L'once Ngendakumana trouve que la justice a fait son travail et que c'est le pouvoir qui s'est interposé via le procureur près la Cour anti corruption qui a interjeté appel de la décision judiciaire. Il précise que son vice-président est victime d'être un candidat potentiel à la présidentielle de 2015 pour le compte de l'ADC-Ikibiri même si personne ne l'a encore dit ou affirmé officiellement. Il trouve qu'il est victime, comme Radjabu, de soupçons politiques. Ainsi, il annonce qu'ils vont saisir le président de la République pour qu'il puisse faire quelque chose en faveur de ce prisonnier innocent. Il espère que Nkurunziza est capable de le faire libérer et s'il en est incapable, ce sera grave pour le pays. Entre temps, Frédéric Bamvuginyumvira a comparu ce lundi matin devant la Cour suprême suite à l'appel contre la décision prise par le Parquet près la Cour anti corruption de le relâcher. Il a été entendu depuis le matin et il devrait être statué sur cette liberté provisoire. [rtr/rpa/isanganiro/bonesha]

- Alors que le vice-président du parti Sahwanya Frodebu devrait être libéré jeudi dernier moyennant une caution d'1.000.000FBu, selon la décision de liberté provisoire prise par les juges de la Cour anti corruption, cela n'a pratiquement pas été le cas. Selon le président de l'APRODH, un autre mandat d'arrêt a été émis par le procureur près la Cour anti corruption pour signifier qu'il a interjeté appel contre cette décision. Reconnaisant que le procureur a le droit d'interjeter appel et de s'opposer à la libération d'une personne, Pierre Claver Mbonimpa trouve qu'il n'avait pas pour demeure et que Bamvuginyumvira devrait bénéficier de cette liberté provisoire conformément à la décision du premier juge. Il interprète ce refus comme étant politiquement motivé puisque l'infraction a été émise de toutes pièces. [rtr/rpa/isanganiro/bonesha]

- Les associations des barreaux francophones réunis à Dakar au Sénégal depuis mercredi dernier condamnent l'interdiction de voyager qui pèse sur le président du barreau de Bujumbura et qui a fait que maître Isidore Rufyikiri ne participe pas dans ce congrès. Elles trouvent que ce dernier devrait, dans ce congrès, exposer la situation qui prévaut entre le barreau burundais et le gouvernement et qu'il devrait participer au mois de janvier prochain dans des procès qu'il a déjà intentés devant les juridictions internationales contre l'Etat du Burundi. Selon une correspondance adressée au président de la République du Burundi et signée par 36 représentants de barreaux et associations d'avocats, cette procédure viole les droits et libertés individuels et par conséquent est contre la démocratie. En effet, ils rappellent qu'une telle interdiction frappe celui qui est incarcéré mais qui a bénéficié d'une libération conditionnelle. Ils demandent donc au président de la République de tout faire pour que cette mesure soit levée dans l'intérêt de la démocratie. [rtr/rpa/isanganiro/bonesha]

- Le FORSC trouve que la décision d'empêcher le bâtonnier de Bujumbura de passer les frontières nationales n'est pas du tout légitime et honteuse. Le président de ce forum trouve qu'il y a encore des magistrats au Burundi qui s'amusent en délivrant des décisions pour plaire à leurs supérieurs ou pour satisfaire à leurs intérêts. De plus, Vital Nshimirimana constate qu'il s'agit d'un abus de pouvoir de la part de ces magistrats puisqu'une telle décision est normalement prise en cas de liberté provisoire et cela suppose que le présumé coupable soit déjà sous les barreaux, en détention préventive, ce qui n'est pas le cas avec Rufyikiri. Il trouve aussi que cela devrait inciter la population à porter plainte contre ces magistrats qui opèrent des montages contre elle. Selon lui, cela devrait sans doute diminuer de tels cas et favoriser l'indépendance des magistrats. [rpa/isanganiro]

Politique - Alors que la tenue, la fin et l'issue de l'atelier sur la révision de la Constitution qui a eu lieu à Kigobe la fin de la semaine dernière avaient été salués positivement par tous les composantes de la vie nationale, le président du parti au pouvoir vient de faire une déclaration qui tonne plus d'un. En effet, Pascal Nyabenda estime que le résultat de cet atelier ne peut en aucun cas remettre en cause la souveraineté du Parlement en ce qui est du vote des lois. Il trouve que ces instances représentent la population entière alors que les politiciens qui étaient réunis à Kigobe représentent respectivement des membres de leurs partis politiques. Le chef du parti présidentiel affirme donc que ce sont les députés et les sénateurs qui ont le dernier mot et devront à ce sujet voir parmi les propositions retenues et celles rejetées par les participants à cet atelier, celles qu'il faudra retenir ou rejeter. Il a annoncé cela alors qu'il procédait à l'ouverture de la permanence CNDD-FDD dans la commune de Mutaho de la province de Gitega, c'était ce dimanche. [rtr/rpa/bonesha]

- Rwasa Agathon estime que ces déclarations sont douteuses du moment qu'elles sont faites par le président du parti au pouvoir. Il trouve que le parti présidentiel serait en train de jouer du cache-cache avec les autres politiciens et, de ce fait, il serait déplorable d'avoir perdu du temps et des moyens lors de cet atelier. Il demande donc la prise de conscience de la part des dirigeants puisque l'intérêt en jeu est national et non sectaire et ainsi d'abandonner cette pratique de dénigrement des personnes qui se sont mises ensemble pour décider d'une question quelconque. Il trouve que si ce qui a été convenu est mis en application, il est rassurant et que l'avenir de notre pays devrait en dépendre. [bonesha]

- L'OAG se dit optimiste quant à la mise en application des recommandations issues de l'atelier sur la révision de la constitution tenu la semaine dernière sous la direction du parlement burundais. Godefroid Manirakiza trouve que le temps et les moyens déployés ne peuvent avoir été pour rien. Il constate que les Burundais sont devenus de plus en plus des personnes responsables au moment où l'on ne s'attendait pas à ce tel compromis vu la situation qui prévalait avant même pendant des activités. Il demande que cela soit le début d'un comportement responsable et ouvert au dialogue à chaque fois que de besoin. [bonesha]

Sécurité - Le gouvernement burundais a sorti un communiqué dans lequel il annonce des mesures qui sont prises dans le but de renforcer la sécurité des biens et des personnes en cette période des fêtes de fin d'année. Selon ce communiqué, les boutiques de nuit doivent respecter la réglementation en matière de sécurité et ne pas gêner les autres personnes. De même, les conducteurs de véhicules et motos doivent s'abstenir de boire puisque celui qui sera contrôlé positif au test d'alcoolémie subira des sanctions prévues par la loi. Ensuite, tous les véhicules devront avoir terminé la circulation à 18h du soir. En fin, le gouvernement burundais demande à la population de participer au renforcement de la sécurité en collaboration avec les corps de défense et de sécurité et l'administration. [rtnb/rtr/rpa/isanganiro/bonesha]

- Un corps sans vie a été découvert ce lundi matin à l'écoulement primaire du quartier V de la commune urbaine de Ngagara. Reconnu comme étant celui de Tite Nkurikiye, vendeur de charbon de bois, il aurait été

un coup mortel au niveau de la tête. Ses voisins font savoir qu'il avait passé une bonne partie de l'après-midi de ce dimanche en train de se quereller avec certains de ses amis au sujet d'un téléphone portable. Ceux avec qui il se chamaillait ont été arrêtés par la police pour des raisons d'enquêtes le matin de ce lundi. [rtr/rpa/rtnb] | Gouvernance - L'OLUCOME demande au président de l'assemblée nationale de prolonger les délais d'analyse du projet de budget de 2014. Le président de cette organisation trouve qu'il ne reste que 4 jours ouvrables durant lesquels, l'assemblée nationale, qui devrait avoir été saisie de ce projet de loi en octobre, n'aura pas encore terminé le travail qui compte plus de 1000 pages. Gabriel Rufyiri constate en effet que le gouvernement a revu la hausse son trait de vie alors que les secteurs liés au développement intégral du pays ont été oubliés. Il suggère que le gouvernement cesse de chercher à vivre au dessus de ses moyens et que, comme cela a été fait pour la future constitution, il devrait y avoir un atelier afin que toutes les composantes de la population burundaise puissent s'exprimer au sujet de la loi sur le budget de 2014. [rtr/rpa/bonesha/rtnb/isanganiro] | Sociétés - Le prix d'été à Manirumva, cet ancien vice-président de l'OLUCOME qui a été assassiné et remporté cette année par l'ancien garde de corps Gisabo. Selon le président Sylvestre Ntibantunganya, Bihome a été un bon exemple et la bravoure qu'il a montrée est hors du commun puisque grâce à son action, la vie de notre roi a été épargnée et que c'est notre pays tout entier qui a été sauvé par son geste. Selon Pacifique Nininahazwe qui milite pour la justice pour Manirumva, Bihome a été une personne très importante dans l'histoire du Burundi. Il trouve que les dirigeants actuels devraient s'inspirer et que des personnes comme Bihome existent même aujourd'hui. Il donne l'exemple de ceux qui risquent leur vie en donnant des remarques aux dirigeants actuels. Il demande au gouvernement de toujours honorer la mémoire de telles personnes. [rtr/bonesha]- Les femmes réunies au sein du parti Sahwanya Frodebu demandent au gouvernement burundais d'accorder des places aux femmes pratiquant le commerce ambulancier dans la ville de Bujumbura. Selon Ephigénie Bigawa, l'incendie du marché central de Bujumbura au mois de janvier dernier a plongé ces femmes dans une situation délicate qui les oblige à exercer dans la rue malgré elles puisque le gouvernement n'a rien fait pour les aider. Ainsi, elles demandent au gouvernement de leur restituer les marchandises que la police a saisies depuis mercredi de la semaine dernière. De plus, elles demandent aux femmes burundaises de rester solidaires pour défendre leurs intérêts et à la police, elles demandent de rester humbles et courtoises à l'égard de ces femmes vendeuses qui sont pour la plupart au même âge que leurs mères. [rtnb/rtr/rpa/isanganiro/bonesha]- La CNTB a présenté ce lundi matin le bilan de ses réalisations au cours de cette année qui touche vers sa fin. Selon le président de cette commission, près de 3000 dossiers ont été clôturés dont 1251 par l'amiable et 1446 par décision de la CNTB durant la période de janvier à novembre 2013. Monseigneur Sapiro Bambonanire estime que la réussite la plus significative est le désistement des tracteurs de la CNTB qui ont, selon lui, compris la mission de cette dernière. Il précise qu'ils ont compris que ceux qui doivent regagner leurs biens en bonne et due forme. Il espère que cette compréhension est donc définitive et que la suite des activités de cette commission devra rencontrer moins de résistance et moins de méfiance. [rtr/rpa/rtnb]